

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 1767

[2009/202079]

6 MAI 2009. — Loi portant des dispositions diverses relatives
à l'asile et à l'immigration (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

Art. 2. Dans l'article 39/19, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les mots « trente-cinq ans accomplis » sont remplacés par les mots « trente ans accomplis ».

Art. 3. A l'article 39/21 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les membres du Conseil et du greffe ainsi que l'administrateur sont également censés avoir justifié de la connaissance de la langue autre que celle de leur diplôme visée à l'alinéa 1^{er}, s'ils justifient de la connaissance de la langue française ou néerlandaise, visée à l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, ou aux articles 5 et 7 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée. »;

2^o dans le paragraphe 3, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Un membre du Conseil ou du greffe est également censé avoir justifié de la connaissance de la langue allemande visée à l'alinéa 1^{er}, s'il justifie de la connaissance de la langue allemande pour le niveau A, visée à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, ou s'il prouve que, pour être nommé fonctionnaire conformément à l'article 43, § 4, alinéa 3, des lois précitées, il a passé son examen d'admission à cette fonction en allemand. »

Art. 4. Dans l'article 39/27, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, les mots « Ministre de l'Intérieur » sont remplacés par le mot « ministre ».

Art. 5. L'article 39/57 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, modifié par la loi du 27 décembre 2006 et partiellement annulé par l'arrêt n° 81/2008 de la Cour constitutionnelle, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 39/57. Les recours visés à l'article 39/2 sont introduits par requête, dans les trente jours suivant la notification de la décision contre laquelle ils sont dirigés.

Lorsque le recours est introduit par un étranger qui se trouve, au moment de la notification de la décision, dans un lieu déterminé visé à l'article 74/8 ou qui est mis à la disposition du gouvernement, la requête est introduite dans les quinze jours de la notification de la décision contre laquelle il est dirigé. ».

Art. 6. Dans l'article 39/65, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les mots « et du ministre ou de son délégué » sont insérés entre les mots « des parties » et les mots « selon les modalités ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 1767

[2009/202079]

6 MEI 2009. — Wet houdende diverse bepalingen betreffende
asiel en immigratie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

Art. 2. In artikel 39/19, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de woorden « volle vijfendertig jaar oud » vervangen door de woorden « volle dertig jaar oud ».

Art. 3. In artikel 39/21 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De leden van de Raad en van de griffie alsook de beheerder worden ook geacht de in het eerste lid bepaalde kennis van de andere taal dan die waarin hun diploma is gesteld te hebben geleverd, indien ze het bewijs leveren van de in artikel 43, § 3, derde lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 18 juli 1966, of van de in de artikelen 5 en 7 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, bedoelde kennis van de Nederlandse of Franse taal. »;

2^o in paragraaf 3 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

« Een lid van de Raad of van de griffie wordt ook geacht de in het eerste lid bepaalde kennis van de Duitse taal te hebben geleverd, indien het het bewijs levert van de door artikel 15, § 1, derde lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 18 juli 1966, bepaalde kennis van de Duitse taal voor het niveau A, of aantoon dat het, om tot ambtenaar te worden benoemd, overeenkomstig artikel 43, § 4, derde lid, van de voornoemde wetten zijn toelatingsexamen tot dit ambt in het Duits heeft afgelegd. »

Art. 4. In artikel 39/27, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden « de Minister van Binnenlandse Zaken » vervangen door de woorden « de minister ».

Art. 5. Artikel 39/57 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, gewijzigd bij de wet van 27 december 2006 en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest nr. 81/2008 van het Grondwettelijk Hof, wordt vervangen als volgt :

« Art. 39/57. De in artikel 39/2 bedoelde beroepen worden ingediend bij verzoekschrift binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing waartegen ze zijn gericht.

Indien het een beroep betreft dat is ingediend door een vreemdeling die zich op het ogenblik van de kennisgeving van de beslissing bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in artikel 74/8 of die ter beschikking is gesteld van de regering, wordt het verzoekschrift ingediend binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing waartegen het is gericht. ».

Art. 6. In artikel 39/65, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de woorden « en aan de minister of zijn gemachtigde » ingevoegd tussen de woorden « aan de partijen » en de woorden « ter kennis gebracht ».

Art. 7. A l'article 39/69, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est complétée par les 4°, 5° et 6°, rédigés comme suit :

« 4° les requêtes qui ne sont pas signées;

5° les requêtes qui ne contiennent pas d'élection de domicile en Belgique;

6° les requêtes auxquelles n'est pas joint un inventaire des pièces qui doivent toutes être numérotées conformément à cet inventaire. »;

2° le paragraphe est complété par trois alinéas, rédigés comme suit :

« En cas d'application de l'alinéa 3, le greffier en chef adresse à la partie requérante un courrier précisant la raison de la non-inscription au rôle et l'invitant à régulariser sa requête dans les huit jours.

La partie requérante qui régularise sa requête dans les huit jours de la réception de l'invitation visée à l'alinéa 4, est censée l'avoir introduite à la date de son premier envoi.

Une requête non régularisée ou régularisée de manière incomplète ou tardive est réputée ne pas avoir été introduite. »

Art. 8. Dans l'article 39/71 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, les mots « , au ministre ou à son délégué » sont insérés entre les mots « partie défenderesse » et les mots « et, lorsqu'il ».

Art. 9. L'article 39/76, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, est complété par les mots « ou, si la requête a été régularisée en application de l'article 39/69, § 1^{er}, après réception de la régularisation ».

Art. 10. Dans le texte néerlandais de l'article 39/77, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, le mot « dagen » est remplacé par le mot « werkdagen ».

Art. 11. Dans l'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et partiellement annulé par l'arrêt n° 81/2008 de la Cour constitutionnelle, les mots « dans les cinq jours, sans que ce délai puisse être inférieur à trois jours ouvrables, » sont insérés dans la deuxième phrase entre les mots « en application de la présente disposition » et les mots « suivant la notification de la décision ».

Art. 12. L'article 39/83 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et annulé par l'arrêt n° 81/2008 de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 39/83. Sauf accord de l'intéressé, il ne sera procédé à l'exécution forcée de la mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'étranger fait l'objet, qu'au plus tôt cinq jours après la notification de la mesure, sans que ce délai puisse être inférieur à trois jours ouvrables. »

Art. 13. Dans l'article 71, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 10 juillet 1996 et modifié par les lois des 18 février 2003, 1^{er} septembre 2004 et 15 septembre 2006, les mots « 52bis, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « 52/4, alinéa 4 ».

CHAPITRE 3. — Disposition temporaire relative à la résorption de l'arrière du contentieux

Art. 14. § 1^{er}. Afin de pouvoir résorber la charge de travail dans le contentieux, le chiffre fixé à l'article 39/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est porté temporairement de 26 à 28, soit, augmenté de deux juges au contentieux des étrangers, dont un appartient au rôle linguistique francophone et l'autre au rôle linguistique néerlandophone.

Art. 7. In artikel 39/69, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 4°, 5° en 6°, luidende :

« 4° verzoekschriften die niet ondertekend zijn;

5° verzoekschriften die geen keuze van woonplaats in België bevatten;

6° verzoekschriften waarbij geen inventaris is gevoegd van de stukken die alle overeenkomstig die inventaris moeten zijn genummerd. »;

2° de paragraaf wordt aangevuld met drie leden, luidende :

« In geval van toepassing van het derde lid richt de hoofdgriffier aan de verzoekende partij een brief waarbij wordt meegedeeld waarom het verzoekschrift niet is ingeschreven op de rol en waarbij die partij wordt verzocht binnen acht dagen haar verzoekschrift te regulariseren.

De verzoekende partij die haar verzoekschrift regulariseert binnen acht dagen na de ontvangst van het in het vierde lid bedoelde verzoek, wordt geacht het te hebben ingediend op de datum van de eerste verzending ervan.

Een verzoekschrift dat niet, onvolledig of laattijdig is geregulariseerd, wordt geacht niet te zijn ingediend. »

Art. 8. In artikel 39/71 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006 worden de woorden « , aan de minister of zijn gemachtigde » ingevoegd tussen de woorden « verwerende partij » en de woorden « en, indien ».

Art. 9. Artikel 39/76, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt aangevuld met de woorden « of, indien met toepassing van artikel 39/69, § 1, het verzoekschrift geregulariseerd werd, na ontvangst van de regularisatie ».

Art. 10. In artikel 39/77, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt het woord « dagen » vervangen door het woord « werkdagen ».

Art. 11. In artikel 39/82, § 4, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest nr. 81/2008 van het Grondwettelijk Hof, worden in de tweede zin de woorden « binnen vijf dagen, zonder dat dit minder dan drie werkdagen mag bedragen, » ingevoegd tussen de woorden « met toepassing van deze bepaling » en de woorden « na de betekening van de beslissing ».

Art. 12. Artikel 39/83 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en vernietigd bij het arrest nr. 81/2008 van het Grondwettelijk Hof, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 39/83. Behalve mits toestemming van de betrokkene, zal ten aanzien van een vreemdeling die het voorwerp uitmaakt van een verwijderings- of terughoudingsmaatregel, slechts tot gedwongen uitvoering van deze maatregel worden overgegaan ten vroegste vijf dagen, zonder dat dit minder dan drie werkdagen mag bedragen, na de kennisgeving van de maatregel. »

Art. 13. In artikel 71, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 10 juli 1996 en gewijzigd bij de wetten van 18 februari 2003, 1 september 2004 en 15 september 2006, worden de woorden « 52bis, vierde lid » vervangen door de woorden « 52/4, vierde lid ».

HOOFDSTUK 3. — Tijdelijke bepaling betreffende de inhaling van de achterstand met betrekking tot de betwistingen

Art. 14. § 1. Teneinde de werkvoorraad met betrekking tot de betwistingen weg te werken, wordt het in artikel 39/4 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, bepaalde cijfer tijdelijk van 26 tot 28 verhoogd, zijnde met twee rechters in vreemdelingenzaken, van wie een behoort tot de Franse taalrol en de andere tot de Nederlandse taalrol.

Sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 39/6, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le premier président, en étroite concertation avec le président et les présidents de chambre concernés, affecte ces magistrats à une ou plusieurs chambres en fonction de la charge de travail dans ces chambres.

Les fonctions visées au premier alinéa sont déclarées vacantes après approbation du ministre de la Politique de migration et d'asile.

Il est mis fin de plein droit à l'augmentation visée au premier alinéa le dernier jour de la troisième année judiciaire complète suivant l'installation des deux juges au contentieux des étrangers. Cette mesure peut être reconduite par le Roi une seule fois, pour une période de deux années judiciaires, après approbation du « plan de résorption de l'arriéré ». Ce plan est établi après trois ans par le premier président, en étroite concertation avec le président. Il fait état de la manière concrète dont les juges visés au premier alinéa contribuent à la résorption de la charge de travail du Conseil du Contentieux des Étrangers.

§ 2. Le premier président fait, dans son rapport d'activité annuel, prévu à l'article 39/27, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, rapport sur l'affectation du nombre supplémentaire de juges au contentieux des étrangers, visé au § 1^{er} et sur les progrès accomplis dans la résorption de la charge de travail.

§ 3. Les titulaires de la fonction de juge au contentieux des étrangers, conférée en application du présent article, sont nommés dans la fonction. Ils occupent la fonction à partir de leur prestation de serment. Ils accèdent de plein droit aux emplois visés à l'article 39/4 de la loi visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsque ceux-ci sont vacants et pour autant qu'ils justifient de la connaissance linguistique requise pour occuper l'emploi devenu vacant.

En fonction des nécessités du service, le premier président affecte, en concertation avec le président, les juges au contentieux des étrangers nommés en surnombre, pour la durée qu'il détermine, à une chambre du Conseil du Contentieux des Étrangers. Il en fait mention dans le rapport d'activité visé au § 2.

§ 4. Le premier président veille à ce que la parité soit maintenue au sein de l'assemblée générale.

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses*

Art. 15. Dans l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, remplacé par la loi du 20 mai 1997, les mots « de la Commission permanente de recours des réfugiés » sont remplacés par les mots « du Conseil du Contentieux des Étrangers ».

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 22 avril 1960 portant approbation de l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, signé à La Haye, le 23 novembre 1957*

Art. 16. Dans l'article 2 de la loi du 22 avril 1960 portant approbation de l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, signé à La Haye, le 23 novembre 1957, remplacé par la loi du 14 juillet 1987, les mots « de la Commission permanente de recours des réfugiés » sont remplacés par les mots « du Conseil du Contentieux des Étrangers ».

CHAPITRE 6. — *Modifications de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Étrangers*

Art. 17. A l'article 237, § 2, deuxième alinéa, de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Étrangers, les mots « au plus tard avant la fin du premier délai de trois ans » sont remplacés par les mots « au plus tard lors de la nomination définitive ».

Art. 18. Dans l'article 238, § 2, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 2006, les mots « au plus tard avant la fin du premier délai de cinq ans » sont remplacés par les mots « au plus tard avant la fin du deuxième délai de cinq ans ».

Onverminderd de mogelijke toepassing van artikel 39/6, § 1, vijfde lid, van de in § 1, eerste lid, bedoelde wet, wijst de eerste voorzitter in nauw overleg met de voorzitter en de betrokken kamervoorzitters deze magistraten toe aan één of meer kamers in functie van de werkvoorraad in deze kamers.

De in het eerste lid bedoelde ambten worden vacant verklaard na goedkeuring van de minister van Migratie- en asielbeleid.

De in het eerste lid bedoelde verhoging houdt van rechtswege op te bestaan de laatste dag van het derde volledige gerechtelijke jaar na de installatie van beide rechters in vreemdelingenzaken. Deze maatregel kan eenmaal voor een periode van twee gerechtelijke jaren door de Koning worden verlengd na goedkeuring van het « plan tot inhaling van de achterstand ». Dit plan wordt na drie jaar door de eerste voorzitter, in nauw overleg met de voorzitter opgesteld. Het bevat een concrete beschrijving van de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde magistraten worden aangewend om de werkvoorraad bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen weg te werken.

§ 2. De eerste voorzitter doet in zijn jaarlijks werkingsverslag, waarin artikel 39/27, § 1, eerste lid, van de in § 1, eerste lid, bedoelde wet voorziet, verslag over de aanwending van het op grond van § 1 verhoogd aantal rechters in vreemdelingenzaken en over de vooruitgang in de wegwerking van de werkvoorraad.

§ 3. Zij aan wie in toepassing van dit artikel een ambt van rechter in vreemdelingenzaken wordt verleend, worden in het ambt benoemd. Zij bezetten het ambt vanaf hun eedaflegging. Van rechtswege bezetten zij de in artikel 39/4 van de in § 1, eerste lid, bedoelde wet, bedoelde betrekkingen wanneer deze vrijkomen en voor zover zij het bewijs leveren van de talenkennis die voor het bekleden van de vrijgekomen betrekking is vereist.

Naar gelang van de noden van de dienst wijst de eerste voorzitter, in overleg met de voorzitter, de in overtal benoemde rechters in vreemdelingenzaken aan, voor de duur die hij bepaalt, in een kamer in de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Hij maakt hiervan melding in het in § 2 bedoelde werkingsverslag.

§ 4. De eerste voorzitter waakt erover dat de pariteit in de algemene vergadering behouden blijft.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen*

Art. 15. In artikel 7, § 2, eerste lid, 5^o, van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, vervangen bij de wet van 20 mei 1997, worden de woorden « de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen » vervangen door de woorden « de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ».

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 22 april 1960 houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de zeelieden-vluchtelingen, ondertekend op 23 november 1957, te 's-Gravenhage*

Art. 16. In artikel 2 van de wet van 22 april 1960 houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de zeelieden-vluchtelingen, ondertekend op 23 november 1957, te 's-Gravenhage, vervangen bij de wet van 14 juli 1987, worden de woorden « de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen » vervangen door de woorden « de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ».

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen*

Art. 17. In artikel 237, § 2, tweede lid, van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, worden de woorden « ten laatste op het einde van de eerste termijn van drie jaar » vervangen door de woorden « ten laatste bij de vaste benoeming ».

Art. 18. In artikel 238, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de woorden « ten laatste op het einde van de eerste termijn van vijf jaar » vervangen door « ten laatste op het einde van de tweede termijn van vijf jaar ».

CHAPITRE 7. — *Disposition transitoire*

Art. 19. L'article 7 s'applique uniquement aux recours introduits après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
H. VAN ROMPUY

La Ministre de la Politique de migration et d'asile,

Mme A. TURTELBOOM
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

Documents de la Chambre des représentants :

Doc 52-1787 - 2008/2009 :

001 : Projet de loi. — 002 et 003 : Amendements. — 004 : Erratum. — 005 : Amendement. — 006 : Rapport. — 007 : Texte adopté par la commission. — 008 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 26 mars 2009.

Documents du Sénat :

4-1251 - 2008/2009 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants. — N° 2 : Rapport. — N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 23 avril 2009.

HOOFDSTUK 7. — *Overgangsbepaling*

Art. 19. Artikel 7 geldt slechts ten aanzien van de beroepen die werden ingediend na de inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Migratie- en asielbeleid,

Mevr. A. TURTELBOOM
Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

52-1787 — 2008/2009 :

001 : Wetsontwerp. — 002 en 003 : Amendementen. — 004 : Erratum. 005 : Amendement. — 006 : Verslag. — 007 : Tekst aangenomen door de commissie. — 008 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 26 maart 2009.

Stukken van de Senaat :

4-1251 - 2008/2009 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Nr. 2 : Verslag. — Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 23 april 2009.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 1768

[C - 2009/00350]

11 MAI 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1989 portant agrément des institutions habilitées à recevoir les dotations pour le financement des partis politiques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, notamment l'article 22, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1989 portant agrément des institutions habilitées à recevoir les dotations pour le financement des partis politiques, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 17 décembre 2001, 28 septembre 2003 et 31 octobre 2005 et complété par les arrêtés royaux du 9 novembre 2003 et du 14 septembre 2007;

Considérant que le parti politique « Socialistische Partij Anders » (sp.a) est représenté dans l'une des Assemblées législatives fédérales par au moins un parlementaire élu directement;

Considérant que le parti politique sp.a a inclus dans ses statuts ou dans son programme une disposition par laquelle il s'engage à respecter dans l'action politique qu'il entend mener, et à faire respecter par ses différentes composantes et par ses mandataires élus, les droits et les libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et approuvée par la loi du 13 mai 1995, et par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 1768

[C - 2009/00350]

11 MEI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1989 tot erkenning van de instellingen die gemachtigd zijn dotaties te ontvangen voor de financiering van de politieke partijen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, inzonderheid op artikel 22, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1989 tot erkenning van de instellingen die gemachtigd zijn dotaties te ontvangen voor de financiering van de politieke partijen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 december 2001, 28 september 2003 en 31 oktober 2005 en aangevuld bij de koninklijke besluiten van 9 november 2003 en 14 september 2007;

Overwegende dat de politieke partij « Socialistische Partij Anders » (sp.a) vertegenwoordigd is in één van de Federale wetgevende Kamers door ten minste één rechtstreeks verkozen parlementslid;

Overwegende dat de politieke partij sp.a in haar statuten of in haar programma een bepaling heeft opgenomen waarbij zij zich ertoe verbindt om in haar politieke actie de rechten en vrijheden, zoals gewaarborgd door het bij de wet van 13 mei 1955 bekrachtigde Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en door de in België van kracht zijnde aanvullende protocollen bij dit Verdrag, in acht te nemen en door haar diverse geledingen en verkozen mandatarissen te doen in acht nemen;